

Choose La RéunionTM

Unis dans l'espace
Indo-Pacifique

CENTRE DE CONFÉRENCES NORDEV
LE MERCREDI 23 OCTOBRE 2019



« Choose La Réunion » : je suis heureux de vous accueillir autour des atouts incomparables de cette terre de France et des transformations que nous y engageons.

La Réunion, c'est avant tout la France. Vous bénéficiez ici des réformes mises en œuvre depuis maintenant deux ans et demi au niveau national : un dispositif compétitif pour la R&D grâce au crédit d'impôt-recherche sanctuarisé, une fiscalité compétitive avec l'allègement de la fiscalité des entreprises et du capital, un marché du travail de qualité récemment réformé, un écosystème technologique et industriel très dense, un environnement administratif et réglementaire simplifié, des infrastructures de transport modernes et une économie en transition vers sa décarbonation.

Ces mesures portent leurs fruits : la croissance est supérieure à celle de nos voisins, le chômage se réduit et la France retrouve son attractivité. Chaque semaine, plus de 20 investisseurs étrangers choisissent ainsi la France. Et sur le territoire réunionnais, ce sont, pour les trois prochaines années, plus d'1Md€ qui vont être investis et 3000 emplois qui vont être créés.

Je serais tenté de dire que La Réunion, c'est même un peu plus que la France. Plus qu'un environnement des affaires stable, sécurisé et moderne, aux meilleurs standards européens comme l'offre la métropole, c'est en effet une ouverture directe sur le monde – et notamment sur les marchés de l'océan Indien, de l'Asie, du Moyen-Orient, de l'Afrique et de l'Europe. C'est une population jeune et dynamique avec une grande qualité de formation pour toutes les disciplines et niveaux d'expertise.

Nous pouvons nous appuyer sur ces atouts pour aller plus loin. Car les potentialités sont immenses et les enjeux déterminants pour l'avenir de l'île mais, plus largement, de l'ensemble des pays de la région avec qui nous partageons une communauté d'intérêt. Pour cela, nous allons lancer un plan d'actions sur le développement économique régional, qui s'articulera autour des priorités suivantes : renforcement de la connectivité aérienne, mesures en faveur d'un développement du tourisme durable, série d'accords en faveur de la coopération régionale dans les domaines de l'environnement, de la sécurité maritime, des échanges d'étudiants, de la recherche et de la culture. Ce plan sera élaboré de manière collaborative et l'ensemble des parties prenantes en assurera le suivi.

Alors, « Choose La Réunion ». Parce que choisir La Réunion, c'est choisir un territoire à la croisée du sous-continent indien et du continent africain. Choisir La Réunion, c'est faire le choix d'une communauté de destins avec des pays avec lesquels nous partageons les mêmes enjeux et la même volonté : celle de se développer ensemble au profit de nos entreprises, de nos emplois et de nos concitoyens.

Emmanuel MACRON

- 1. Chiffres clés**
- 2. Cartographie des projets d'investissement**
- 3. Projets d'investissement**
- 4. Plan d'action adopté à l'occasion de la visite du Président de la République à La Réunion**
 - Commerce extérieur
 - Attractivité
 - Coopération culturelle et linguistique
 - Rayonnement universitaire et scientifique
 - Coopération en matière d'environnement
 - Coopération institutionnelle
 - Sécurité maritime
 - Tourisme
 - Intégration régionale par les sports
- 5. Dirigeants de groupes internationaux invités présents à La Réunion le 23 octobre 2019**

Chiffres clés*

860 000 habitants (2018) :

Un solde naturel portant la croissance démographique

Plus d'1 million de personnes dès 2035

22 200€ PIB par habitant (2018) :

Une des régions de l'Océan Indien les plus développées

21 000 étudiants post-bac (2018) :

Une offre académique et de formation variée

En hausse de 10 % depuis 2015

45 % des habitants ont moins de 30 ans (2017) :

Une population jeune et dynamique

2,5 millions de passagers (2018) :

Un aéroport international de plus en plus fréquenté

En hausse de 19 % depuis 2015

5,3 millions de tonnes de marchandises (2018) :

Un port leader français

En hausse de 14 % depuis 2015

75 % du territoire connecté au très haut débit (2019)

Objectif de 100 % d'ici 2022

37 % de la production d'électricité de l'île provient des énergies renouvelables (2018)

Objectif d'autonomie énergétique d'ici 2030

* Les données indiquées dans ce document sont issues de l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) dans son bilan économique 2018 de La Réunion, de l'UAF (Union des aéroports français), du GPMR (Grand Port Maritime de La Réunion), du Rectorat académique de La Réunion, de l'ARCEP (Autorité régulatrice des équipements numériques), de l'OER (Observatoire énergie Réunion).

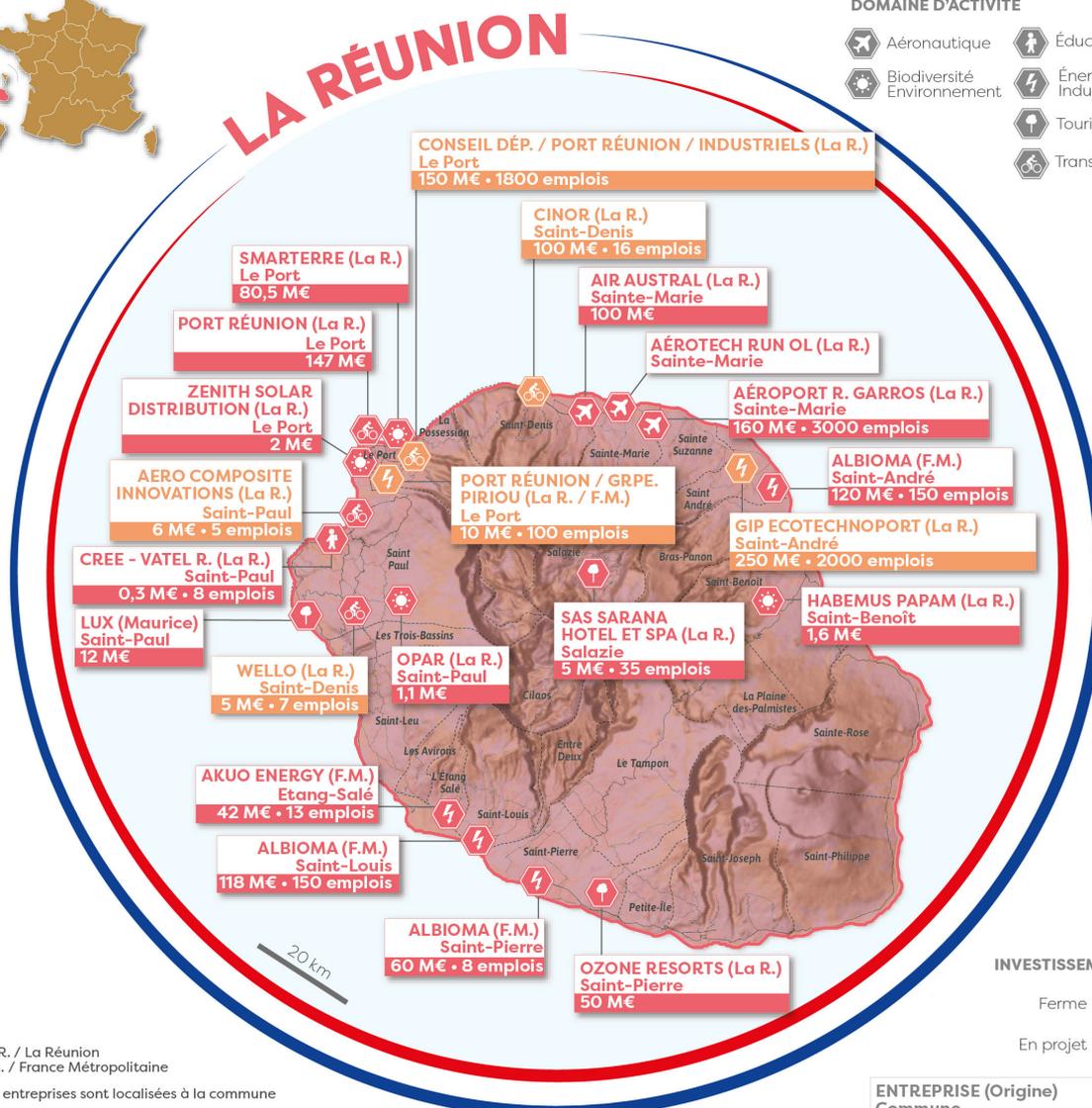
Cartographie des projets d'investissement



LA RÉUNION

DOMAINE D'ACTIVITÉ

-  Aéronautique
-  Éducation
-  Biodiversité Environnement
-  Énergie Industrie
-  Tourisme
-  Transport



INVESTISSEMENT

-  Ferme
-  En projet

ENTREPRISE (Origine)
Commune
Montant • Emplois maintenus

La R. / La Réunion
F.M. / France Métropolitaine

Les entreprises sont localisées à la commune

Sources : Direccte, Trendeo, Business France, Entreprises, DG Trésor, AFD • Production : CGET octobre 2019

Projets d'investissement

INVESTISSEMENTS FERMES

• Développement de l'école Vatel à La Réunion

Les fondateurs du Centre Réunionnais d'Entreprise Educative (CREE créé en 1991) ont ouvert la franchise Vatel à La Réunion en 2017 pour le développement des formations en hôtellerie-restauration-tourisme. Les formations du groupe s'étendent donc aujourd'hui du niveau CAP jusqu'au niveau master. Le groupe souhaite investir dans un 3^{ème} campus sur un site hôtelier en rénovation, l'hôtel des Aigrettes à Saint-Gilles-les-Bains, sous la forme d'un partenariat innovant répondant à la fois à une proposition de parcours «d'excellence» dans le secteur et à des problématiques de logement et de transport des apprentis, stagiaires et étudiants. L'investissement est de 300 K€ pour compléter les bâtiments existants. Il permettra de créer 3 emplois directs et indirects.

• Programme de l'AFD pour le lien social de proximité

L'Agence Française de Développement (AFD) et la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) vont financer un certain nombre de projets visant à développer une économie inclusive génératrice d'activités et d'emplois favorisant l'insertion économique et sociale. Parmi les projets les plus avancés figurent la mise en place de circuits courts d'approvisionnement de la restauration collective dans les écoles et hôpitaux, la promotion des matériaux recyclés, le soutien aux filières de formation. L'investissement prévu est de 4 M€.

• Wello

La société Wello est une start-up spécialisée dans la conception et la production de triporteurs à assistance électrique. La société emploie 7 personnes et promeut le développement économique inclusif en faisant appel à des jeunes en chantier d'insertion. Pour passer à la phase de production industrielle, la société prévoit 5 M€ d'investissements, avec une première levée de fonds réussie.

• Aéro Composite Innovation

Aéro Composite Innovation (AC Innov) développe, teste et construit à La Réunion des drones de taille moyenne à rayon d'action important pour cette catégorie d'engins qui permettent des missions de surveillance et de repérage à terre et en mer. La société prévoit un premier investissement de 1 M€ pour créer une unité d'intégration des systèmes. Elle générera 4 à 5 emplois. A terme, d'autres investissements plus importants (5 M€ et plus) seront nécessaires pour financer la production industrielle des drones et la société est en négociation avec différents industriels.

• Smarterre : territoire d'innovation sociétale et intelligent

Smarterre est un dispositif innovant de mise en œuvre du contrat de transition écologique (CTE) basé sur une expérimentation en conditions réelles sur le Territoire de la Côte Ouest

(TCO). Cette plateforme d'expérimentation et d'innovation a pour vocation d'accompagner les 27 projets du CTE. Ceux-ci constituent des démonstrateurs et des accélérateurs de la transition écologique et solidaire du territoire du TCO dans trois directions : territoire tropical et bioclimatique, territoire collaboratif, écologique et solidaire, territoire smart et décarboné. Ils représentent 80,5 M€ d'investissements financés par l'Etat, les collectivités locales et les porteurs de projet (EDF, Grand Port Maritime, Solyrubb, Fibre, Valobio, Runew, Immobilière cœur de ville, etc.).

• **Plan pour la maîtrise de la demande en énergie à La Réunion**

La Commission de Régulation de l'Energie (CRE) a validé le 17 janvier 2019 un plan de maîtrise de la demande en énergie à La Réunion, co-élaboré par l'Etat, le Conseil régional et EDF. 58 actions ont été retenues à destination des particuliers, collectivités territoriales et entreprises : amélioration du confort dans le bâti, installation de chauffe-eau solaires, acquisition de matériels moins énergivores A+++, rénovation de l'éclairage public, etc. 55% des crédits pour les actions standards seront mobilisés pour les foyers très précaires et précaires. Ce plan représente un investissement de 160 M€ sur les 5 prochaines années (2019-2023), amorti dès la 7^{ème} année avec une économie d'énergie estimée à 184 GWh/an (soit 7 % de la consommation). Il constitue le premier axe du projet de PPE Réunion 2019-2023 et s'inscrit pleinement dans la trajectoire 5.0 des outre-mer et la stratégie nationale bas-carbone.

• **Conversion à la biomasse de deux centrales thermiques utilisant des énergies fossiles**

La société Albioma fournit 45% de l'électricité de l'île et y emploie 160 personnes. Elle prévoit de convertir complètement à la biomasse deux de ses centrales fonctionnant à la bagasse pendant la campagne sucrière et au charbon le reste du temps, avec une sortie complète du charbon prévue en 2023, avec une réduction de 84% des émissions de gaz à effet de serre. Dans ce cadre, Albioma va investir 118 M€ pour sa centrale de Bois-Rouge, puis 120 M€ pour celle du Gol, ainsi que 80 M€ au Port. Cela créera 180 emplois pendant la phase de construction, 300 emplois directs et indirects sur les deux sites en phase d'exploitation et permettra de sécuriser 600 emplois dans les filières canne à sucre, bois et logistique.

• **Centrale électrique au bioéthanol**

Albioma a mis en service en février 2019, à Saint-Pierre, une turbine à combustion fonctionnant au bioéthanol d'une capacité de 41 MW. Il s'agit d'une première mondiale. Le bioéthanol utilisé comme carburant est issu de la distillation de la mélasse de canne à sucre et permettra de valoriser les surplus de la rhumerie de Rivière-du-Mât, avec un besoin annuel de 2000 à 3000 tonnes d'éthanol. Albioma a investi 60 M€ dans cette turbine, a créé 8 emplois directs sur site et a contribué à maintenir ou à créer une trentaine d'emplois à la rhumerie.

• **Centrale photovoltaïque Les Cèdres**

Les Cèdres est une centrale solaire de 9 MW avec stockage développée et exploitée par Akuo Energy. Situé sur la commune d'Etang-Salé, le parc des Cèdres se compose de deux parties : une installation d'ombrières agricoles de 7.5 MW avec atelier de stockage et une installation d'ombrières au-dessus de bassins piscicoles de 1.5 MW. Ces solutions nouvelles permettent de faire cohabiter des activités agricoles et la production d'énergie sur une même parcelle et aboutir à une utilisation optimale des espaces que requièrent ces deux activités.

Ce projet innovant a bénéficié d'un concours de l'AFD. Il permet de rendre la commune d'Etang-Salé autonome sur le plan électrique. Le montant total des investissements levés par Akuo Energy est de 42 M€ et a permis de créer 13 emplois.

• **Nouveaux équipements pour l'Observatoire de Physique et de l'Atmosphère de La Réunion (OPAR)**

L'OPAR, sous la tutelle du CNRS, de l'Université de La Réunion et de Météo France, est le seul observatoire européen dédié à la surveillance des milieux naturels et des changements globaux dans l'hémisphère sud tropical. L'OPAR souhaite intégrer les grands programmes européens d'observation de l'environnement et des changements climatiques, ACTRIS pour l'atmosphère, eLTER pour la zone critique et JERICO pour la zone côtière. Pour cela, l'OPAR prévoit d'investir dans des équipements, de la formation des personnels techniques et dans l'amélioration du système d'information pour 1,1 M€ financés par le FEDER, l'Etat et la Région.

• **Mise en place d'une filière de recyclage de chauffe-eau solaires**

La Réunion dispose d'un parc de chauffe-eau solaires important, avec plus de 160.000 équipements en service, ce qui en fait un territoire leader à l'échelle mondiale. Aujourd'hui, plus de la moitié des équipements installés sont des équipements remplacés. La société réunionnaise Zenith Solar Distribution souhaite développer des solutions de traitement des appareils en fin de vie. Elle a publié une première étude pour dresser un état des lieux des solutions existantes pour la gestion des installations démontées et travaille à la mise en place d'une filière de recyclage, de valorisation et de reconditionnement. L'unité pilote ouvre ses portes au mois d'octobre 2019 dans l'enceinte du centre pénitentiaire du port. Ce projet de 2 M€ est notamment soutenu par l'ADEME et EDF

• **Extension des capacités de Port Réunion pour la maintenance de conteneurs**

Port Réunion prévoit dans le cadre de son projet stratégique 2019/2023 un ambitieux programme d'investissements au service de l'économie bleue d'une part et visant à poursuivre le développement de la connectivité de Port Réunion d'autre part.

Sur ce 2^{ème} volet, l'objectif mesurable est d'être en capacité de traiter à l'horizon 2023 un trafic conteneurisé annuel de 450 000 EVP. Cette ambition suppose notamment d'accompagner CMA-CGM dans le développement d'environ 20% des capacités de son hub installé à La Réunion sur les routes entre l'Europe et l'Asie-Océanie. Mais d'autres grands armements mondiaux Maersk, MSC et Hapag Lloyd réfléchissent aussi en ce sens ayant constaté la performance de la communauté portuaire réunionnaise. Le programme total d'investissement publics et privés s'élève à 147 M€, dont 59 M€ de fonds publics inscrits dans le contrat de convergence, et s'articule autour de plusieurs opérations importantes : réorganisation du port Est, études sur l'extension des capacités portuaires, renouvellement de l'outillage et transfert du poste pétrolier.

• **Extension de l'aéroport de La Réunion Roland Garros (ARRG)**

L'aéroport de La Réunion Roland Garros (ARRG) est le 11^{ème} aéroport français et le plus important de l'outre-mer avec près de 2,5 M de passagers. ARRG prévoit d'importants travaux d'agrandisse-

ment pour pouvoir augmenter la capacité de 1 M de passagers : réaménagement des accès et extension des parkings automobiles, construction d'une nouvelle aérogare bioclimatique dédiée aux arrivées, puis extension du hall et de la salle d'embarquement de l'aérogare actuelle qui sera dédiée aux départs, et construction de deux parkings supplémentaires pour les avions connectés par une passerelle. L'investissement total prévu est de 140 M€. 1500 emplois seront créés pendant la phase des travaux, puis 3000 emplois directs et indirects profiteront du développement de l'activité aéroportuaire rendue possible par cette extension de capacité

• **Rénovation d'un hôtel à Salazie**

Romain Sihou est un Réunionnais revenu au pays après des études dans le secteur de l'hôtellerie et une expérience professionnelle internationale. Il reprend le Domaine des Songes pour y créer un hôtel 4 étoiles. Il pourra s'appuyer sur son expérience dans la rénovation et l'exploitation de l'hôtel Tsilaosa à Cilaos. L'investissement prévu s'élève à 5M€ et permettra la création de 35 emplois.

• **Création d'un complexe touristique sportif avec vague de surf artificielle**

Des investisseurs locaux souhaitent développer un complexe touristique de loisirs et de sport autour de l'eau. Ce projet qui prévoit une vague de surf artificielle alimentée en eau de mer pourrait accueillir les entraînements de l'équipe de France dans la perspective des Jeux Olympiques de 2024. L'infrastructure proposera une offre de santé – bien-être de type thalassothérapie intégrant une zone spécifique pour la préparation et la récupération des sportifs. Des solutions d'hébergement et de restauration seront également proposées. Les promoteurs du projet, un groupe d'entrepreneurs réunionnais, prévoient d'investir 50 M€ dans ce complexe touristique à rayonnement régional.

• **Rénovation du Lux hotel**

Cet hôtel situé dans le domaine public maritime est l'un des rares hôtels 5 étoiles à La Réunion. Il est géré par le groupe mauricien Lux*, qui prévoit de le rénover entièrement pour un investissement total de 12 M€.

- **Relance de la filière des Plantes à Parfums Aromatiques et Médicinales (PAPAM)**

Jusque dans les années 1970, la filière des plantes à parfum était dynamique à La Réunion et réputée pour la qualité de ses produits, notamment l'huile essentielle de Géranium Rosat Bourbon, dont la production est passée de 100 tonnes en 1965 à 1 tonne en 2018. Plusieurs projets intéressant les petits producteurs et distillateurs locaux visent à relancer cette filière, dont celui de la société Habemus Papam qui prévoit l'acquisition d'un éco-extracteur de dernière génération. Cet investissement permettra de produire des huiles essentielles et des hydrolats, ainsi que des produits dérivés pour la cosmétique et la parapharmacie. L'investissement total pour l'extracteur et le bâtiment qui l'abritera sera de 1,6 M€

- **Achats d'Airbus par Air Austral**

Air Austral va faire l'acquisition de trois Airbus A220. Ces courts courriers viendront renouveler la flotte d'Air Austral avec un accroissement capacitaire. Ils renforceront le positionnement de La Réunion en tant que hub régional, permettant d'acheminer des passagers de Maurice, des Seychelles et de Madagascar vers La Réunion et ses vols long courrier opérés vers l'Europe, l'Asie et l'Afrique. Les dessertes régionales, vers Johannesburg et Chennai, seront également renforcées. L'investissement sera d'environ 100 M€ et préservera l'emploi dans un contexte économique complexe.

- **Structuration d'une filière aéronautique**

Les grands acteurs de l'aéronautique se mobilisent afin de structurer la filière à La Réunion. Une association portant ce projet, aerotechrun@oi, va être créée autour d'Air Austral, d'Hélilagon, de l'Aéroport Réunion Roland Garros (ARRG), avec le soutien de la DGAC, de la Région, de la CINOR et de l'Etat. L'association portera des projets tels que Aérocampus Océan Indien pour la mise en œuvre de simulateurs de vol pour la formation des pilotes sur A220, ou encore la création d'un pôle de maintenance aéronautique. La filière développera également la production de drones et de systèmes embarqués à La Réunion.

INVESTISSEMENTS EN PROJET

• Téléphérique urbain et centre de maintenance

La CINOR souhaite investir dans trois lignes de téléphérique urbain et dans un centre de maintenance pour améliorer la connexion des Hauts avec le centre-ville de Saint Denis. Les études ont été lancées pour une première ligne, ainsi que la déclaration d'utilité publique. Les équipements seraient fournis par la société Poma. Les investissements pour les deux premières lignes sont évalués à 100 M€, avec un apport financier de l'AFD et de la CDC. Le projet permettra de créer 16 emplois directs.

• Valorisation de la Zone Arrière Portuaire

La Zone Arrière Portuaire (ZAP), propriété du Département de La Réunion, constitue une des principales zones de développement économique de La Réunion de demain. En particulier, dans son plan stratégique de développement, Port Réunion souhaite progressivement aménager la ZAP pour y développer des activités industrielles et logistiques en lien avec l'activité portuaire et les projets gaziers au Mozambique. Les ambitions de la programmation pluriannuelle de l'énergie de La Réunion en termes d'énergies marines renouvelables nécessiteront aussi des espaces, par exemple pour assembler des éoliennes flottantes ou les canalisations nécessaires à des SWAC (Sea Water Air Conditioning, eau de mer pour climatisation). Le 1er projet de ce type porté par le groupe Bardot sous maîtrise d'ouvrage du CHR de Saint Pierre pourrait y être implanté. Les investissements qui seront portés, selon l'objet, par Port Réunion, les industriels ou les compagnies maritimes sont estimés à 150 M€ à un horizon de 10 à 15 ans, et pourraient générer à terme 1800 emplois selon une étude de l'INSEE.

Par ailleurs, cette ZAP doit également permettre, en lien avec les investissements logistiques portuaires et maritimes, le développement des secteurs à fort potentiel d'exportations que constituent les secteurs agricole et agroindustriel.

• Centre de maintenance navale

Le Groupe PIRIOU fédère depuis deux années la filière naissante de réparation navale autour de son atelier implanté au Port Ouest, à La Réunion. Le développement de la filière passe par l'implantation d'un moyen de mise à sec de

type dock flottant au Port Ouest. Cet outil permettrait de réaliser la maintenance des navires de grande taille opérant depuis La Réunion, en particulier, les navires des armements de pêche à la légine. Ces navires sont aujourd'hui dépendants de la disponibilité des moyens de mise à sec des pays de l'Océan Indien qui en disposent. Le coût du dock flottant idoine est de 8 M€ et celui de l'atelier support de 2 M€, soit un investissement total de 10 M€. Le projet créerait jusqu'à une centaine d'emplois en pleine exploitation.

• Ecotechnoport de Bois-Rouge

Le projet d'Ecotechnoport de Bois-Rouge porté par un GIP composé de la Région Réunion, de la Communauté Intercommunale Réunion Est (CIREST) et de la commune de Saint-André a pour ambition de développer une économie de production sur l'île et de renforcer la position stratégique et économique de la France et de l'Europe dans l'Océan Indien.

• Le pôle énergétique et industriel d'Ecotechnoport

Ce dernier est basé sur la valorisation de l'eau océanique profonde avec la production électrique (ETM), le refroidissement industriel (SWAC) de la centrale thermique d'Albioma et d'un Data Center, la cosmétique, l'aquaculture et un pôle recherche et formation dans les domaines de la biotechnologie et des énergies renouvelables. Le GIP bénéficie du soutien de Sophia Antipolis, Cosmetic Valley et Bretagne Ocean Power.

Les investissements nécessaires, portés par une société d'économie mixte, sont estimés à 250 M€. L'activité permettra de créer 2000 emplois. La signature du contrat de Territoire d'Industrie permettra le lancement des études de réalisation pour 6 M€.

Plan d'action adopté à l'occasion de la visite du Président de la République à La Réunion

1. COMMERCE EXTERIEUR

Les échanges de biens de La Réunion avec le reste du monde représentent 5,3Md€, dont 300M€ d'exportations, soit un solde très fortement déficitaire. Les échanges de biens avec la Métropole représentent près de 60% du total (75% avec le reste de l'UE) et seulement 2% avec l'Afrique australe et 1,5% avec les pays de la Commission de l'Océan Indien (COI). Pour développer les flux commerciaux intra-zone Océan Indien, les actions suivantes seront mises en place :

- **Associer les moyens des différents opérateurs à l'export pour projeter davantage de PME réunionnaises à l'international**

La signature de l'accord Team France Export La Réunion (TFER), à l'occasion de la visite du Président de la République, le premier dans un DROM, permettra de mieux coordonner les actions des différents partenaires de l'export, de fédérer leurs moyens d'actions et de les renforcer, avec deux Conseillers Internationaux mis à disposition par la CCI Réunion et Business France hébergés au sein de la Maison de l'Export du Conseil Régional.

- **Renforcer la compétitivité des entreprises réunionnaises**

- Dans le cadre de la LFSS 2019, des progrès importants ont été entrepris pour réformer les exonérations dont bénéficie l'outre-mer dans un souci de mieux orienter la politique d'allègement du coût du travail.

- De même, la loi de finances pour 2019 a amélioré les dispositifs concernant les zones franches d'activité (ZFA), avec la création de ZFA nouvelle génération.

- **Mieux utiliser les outils financiers à destination des entreprises**

Bpifrance est implanté à La Réunion depuis 2014 et a soutenu plus de 6.400 projets depuis cette date. Bpifrance intervient à La Réunion sur l'ensemble de sa gamme de produits de financement et de garantie (innovation, croissance, développement international) et propose des produits spécifiques DOM comme le prêt de trésorerie et le prêt court terme (voir annexe).

Présente à La Réunion depuis 70 ans, l'AFD accompagne, en complémentarité avec les banques de la place, des investissements privés, inclusifs et générateurs d'emplois. Au travers du financement ZEOP (Océinde), l'AFD a contribué au désenclavement numérique faisant de La Réunion l'un des premiers départements fibrés de France. D'ici 2021, 95 % de l'île sera couverte par le très haut débit.

- **Renforcer les ressources humaines dédiées à l'export**

- Renforcement des actions de formation aux techniques du commerce international à destination des entreprises et des étudiants.

- Développement par les Conseillers Internationaux de TFE Réunion de leurs actions de repérage de nouveaux exportateurs, de diagnostics export et de conseils pour structurer une activité export.

- Utilisation plus large du VIE par les entreprises réunionnaises pour leurs ressources humaines à l'international, en se donnant un objectif de +20% d'ici 2022.

- Mise en place d'actions spécifiques à destination des cadres export expérimentés réunionnais et métropolitains pour les faire venir ou revenir travailler à La Réunion, en s'appuyant sur le club des anciens VIE (plus de 20.000 membres), vecteur de diffusion des offres d'emploi export.

- **S'appuyer sur les réseaux réunionnais et métropolitains existants dans l'Océan Indien**

- Utiliser les VIE employés par les entreprises réunionnaises comme des représentants économiques de La Réunion dans l'Océan Indien (11 VIE à Madagascar, 9 à Maurice, 2 en Afrique du Sud et 1 aux Seychelles).

- Mieux exploiter la présence des entreprises françaises dans les grands pays de l'Océan Indien (Inde, Afrique du Sud, par exemple) avec de nombreuses filiales qui peuvent servir de points d'appui à leurs homologues réunionnaises, notamment celles qui sont dirigées par des CCEF.

- Continuer à structurer et à renforcer le réseau d'antennes de La Réunion à l'étranger, en mutualisant l'existant et en faisant appel à des VIE, en complément du réseau Team France Export. Ces VIE pourraient être coachés par Business France et hébergés au sein des Ambassades ou des partenaires de TFE Réunion, notamment en Inde, en Afrique du Sud et au Mozambique.

- **S'appuyer sur les associations représentatives du secteur privé**

L'AFD a entamé un partenariat avec Cap Business OI (Union des chambres de commerce) et va réunir les 3 associations représentatives du secteur privé de La Réunion (ADIR), Madagascar (SIM) et Maurice (AMM) autour d'une plateforme d'actions avec des engagements en matière d'éthique et de RSO (projet de charte). Un texte sera signé en marge de la visite du Président de la République.

• **Un programme dense d'actions
Export 2019-2020 pour les entreprises
de La Réunion**

• Atelier sur les opportunités d'affaires générées par les financements de l'AFD dans l'Océan Indien et en Afrique de l'Est et australe. 22 novembre 2019, Saint-Denis de La Réunion.

• Afrique du Sud, Le Cap : African Utility Week, mai 2020. Pavillon France sur le salon des entreprises de l'électricité et des ENR.

• Kenya, Nairobi : rencontres d'affaires BTP / infrastructures à l'occasion du salon Big5 Construct East Africa, novembre 2020.

• Tanzanie / Kenya, Nairobi et Dar es Salaam : rencontres d'affaires de la filière mer, juin 2020.

• Ouganda / Kenya, Nairobi et Kampala : rencontre avec les bailleurs de fonds finançant des projets dans les secteurs de l'eau, énergie, environnement. Septembre 2020.

• Kenya / Ethiopie, Nairobi et Addis Abeba : Fintech Tour en Afrique de l'Est à l'occasion du salon Seamless East Africa, septembre 2020.

• Afrique du Sud, Le Cap : Pavillon France sur le salon AfricaCom, novembre 2020.

• Afrique du Sud / Nigeria, Johannesburg et Lagos : French Tech Tour Africa, mai 2020.

• Inde, Bombay : rencontres acheteurs à l'occasion du salon IFAT (Environment Roadshow India), octobre 2020.

• Inde, Bangalore : Tech it to India, rencontres d'affaires (logiciels d'entreprises, e-government, big data, intelligence artificielle...).

• Afrique de l'Est : délégation d'entreprises multisectorielle, mars 2020.

• Mozambique : rencontres acheteurs dans le cadre des projets gaziers, mars 2020.

• Ambition Africa à Paris en octobre 2019 (et 2020), en lien avec Cap Business Océan Indien (ex Union des CCI de l'Océan Indien) qui réunit les acteurs économiques publics et privés des 6 îles de l'Océan Indien : La Réunion, Mayotte, Comores, Madagascar, Maurice et Seychelles.

• Ambition India, à Paris, au printemps 2020, en présence des acteurs économiques présents

sur le marché indien et à destination des entreprises françaises.

• Sommet Afrique-France à Bordeaux en juin 2020 sur la thématique de la ville durable.

• Atelier Afrique du Sud en mars 2020 au Sénat.

• Atelier Afrique de l'Est en juin 2020 chez Business France.

2. ATTRACTIVITÉ

Avec une vingtaine de projets identifiés pour plus d'1Md€ et 3000 emplois créés, les investissements à La Réunion sont dynamiques, mais la part des investissements directs étrangers (IDE) y est très faible. Pour renforcer l'attractivité de La Réunion, les actions suivantes seront mises en place et valorisées.

• Développer les outils de promotion et mettre en place d'actions de communication

- Sur la base du guide de l'investisseur réalisé par l'agence régionale de développement Nexa, intégrer la marque «Choose La Réunion» dans les outils de promotion et mieux les diffuser à l'étranger

- Concrétiser d'ici fin 2019, une convention Invest entre Business France et NEXa qui permettrait d'accélérer la mise en place d'actions concrètes en 2020 sur des pays-cibles, en mode Team France Invest, notamment des actions de communication à l'international sur l'attractivité de La Réunion, en lien avec le Conseil Régional.

• Des projets structurants qui renforceront la connectivité de l'île

- Achat de 3 Airbus A220 par Air Austral qui permettront de faire du «feeding» en amenant des passagers de Madagascar, Maurice et les Seychelles à La Réunion pour alimenter les vols long courrier d'Air Austral vers l'Europe, l'Asie et l'Afrique.

- Travail sur deux ans avec les compagnies aériennes, Atout France et la DGAC sur un renforcement des liaisons aériennes vers l'Inde et l'Afrique australe ainsi que vers des Etats européens (voir le Plan Tourisme Réunion).

- Extension des capacités de traitement des conteneurs à Port Réunion où CMA-CGM a installé un hub moyen sur les routes maritimes entre l'Europe et l'Asie-Océanie.

- Installation de fibres optiques à très haut débit par Océinde et de câbles sous-marin de télécommunications, notamment vers l'Afrique du Sud (câble Metiss).

• Un programme d'actions spécifiques à destination des investisseurs étrangers

- Soutenir les TPE innovantes réunionnaises dans leurs recherches de financements, avec l'organisation au premier semestre 2020 d'un événement «Choose La Réunion» à Station F pour mettre en relation les TPE innovantes réunionnaises avec des investisseurs financiers, fonds d'investissement, capital-risqueurs et industriels principalement métropolitains mais aussi étrangers, avec le soutien de Bpifrance et de Business France.

- Organiser des tournées «Choose La Réunion» dans les principaux pays de l'Océan Indien

- Afrique du Sud : au premier semestre 2020, en marge d'une visite du Président de la République en Afrique du Sud.

- Inde : pendant les Investors' Days en septembre 2020.

• S'appuyer sur le réseau de partenariat des grandes banques de développement bilatérales (IDFC)

Plusieurs banques de développement asiatiques (JICA, KDB, SIDBI, CDB, PT SMI) et africaines (DBSA) sont membres du International Development Finance Club (IDFC). Le DG de l'AFD assurant actuellement la présidence de l'IDFC, l'AFD s'engage à mettre à profit ce partenariat afin de promouvoir des financements durables vers les territoires riverains de l'océan Indien.

3. COOPÉRATION CULTURELLE ET LINGUISTIQUE

Parce que l'intégration de La Réunion dans son environnement régional passe aussi par des actions dans les domaines culturel et linguistique, une série d'actions sera mise en œuvre avec notamment le soutien des ambassades de France en Inde et en Afrique du Sud. Ce plan s'inscrit en adéquation avec la démarche du ministère de la Culture d'accompagner le développement culturel des territoires ultramarins.

• Avec l'Afrique australe, l'établissement d'un programme très riche de partenariats à tous les niveaux.

• Renforcer le développement de partenariats avec l'Agence Film Réunion dans la perspective de l'extension de l'accord de coproduction entre la France et l'Afrique du Sud au secteur de l'audiovisuel (une importante délégation de La Réunion sera proposée au prochain festival d'animation du Cap en mai 2020).

• Accompagner les acteurs culturels de La Réunion dans leurs partenariats avec l'Afrique du Sud (coopération entre la JAG (Johannesburg Art Gallery) et le musée Léon Dierx de Saint Denis, augmentation du programme d'invitation d'artistes sud-africains par la Cité des Arts de Saint-Denis).

• Encourager les coproductions entre les projets artistiques réunionnais et les projets africains de la zone, dans le cadre de la Saison Africa 2020 et les pérenniser au-delà de cette opération.

• Travailler à l'organisation d'un séminaire « Itinéraire Culture » dans le cadre des programmes « Courants du monde » mis en place par le ministère de la Culture pour accueillir à La Réunion des professionnels de la culture venant de la sous-région afin de leur faire découvrir le paysage culturel réunionnais et développer des contacts avec ses acteurs.

• Atteindre l'objectif d'embaucher 50% des assistants d'anglais dans les collèges et lycées de La Réunion provenant d'Afrique du Sud et d'Australie (cet objectif avait été fixé dans le cadre du « plan anglais » de La Réunion).

• Avec le sous-continent indien, l'accent sera mis sur les industries culturelles et créatives.

• Une priorité est fixée pour développer la composante franco-indienne du volet professionnel du marché des musiques de l'océan indien (IOMMA) pour renforcer les échanges dans le domaine des industries culturelles et créatives (via l'Agence de promotion et de diffusion des Cultures de l'Outre-Mer).

• La création par l'Ecole Nationale d'Arts et Métiers du réseau « Indian Ocean Network of Architecture Schools » (Ionas) permettra de développer, avec le Chandigarh College of Architecture, un programme de coopération qui mettra en valeur la coopération dans le domaine des villes durables et inclura La Réunion. La thématique de la culture et de l'art dans l'espace public pourra être développée en résonance avec le récent séminaire Malraux organisé à Delhi les 26 et 27 septembre 2019 lequel a permis de faire dialoguer experts indiens et français sur les modalités de l'intervention artistique dans la ville de demain.

• Une convention sera signée entre le Ministère de l'Europe et des affaires étrangères et Pondichéry sur la numérisation pour alimenter une photothèque de l'Océan Indien qui mettra en valeur la proximité des liens culturels entre les territoires de la zone.

• L'initiative du Pôle Régional des Musiques Actuelles de La Réunion, de créer une photothèque historique de l'Océan indien qui vise à valoriser les musiques de la sous-région, en partenariat avec les acteurs culturels de la zone, sera encouragée.

• Les échanges d'étudiants du Conservatoire régional de La Réunion seront développés avec les établissements indiens, en portant leur nombre de 7 à 10 par an.

4. RAYONNEMENT UNIVERSITAIRE ET SCIENTIFIQUE

Par sa position géographique, l'université de La Réunion est la seule université européenne dans cette région du monde. A ce titre, elle contribue à la construction d'un espace indopacifique d'enseignement supérieur et de recherche en promouvant l'enseignement supérieur français et européen dans la zone de l'océan Indien. Pour ce faire, elle a défini une stratégie internationale ambitieuse avec les services de l'Etat (préfecture, postes diplomatiques), les opérateurs associés (Campus France, FEI, AFD), les collectivités locales (Région Réunion et Conseil départemental), les organisations et agences régionales (Commission de l'Océan Indien (COI), direction régionale de l'AUF) ainsi que les partenaires privés à l'international (Club export).

Ainsi, l'établissement a déjà un partenariat formalisé avec la Région Réunion en vue de renforcer l'ouverture internationale de l'appareil régional d'enseignement supérieur et de recherche. Il poursuit, par ailleurs, une collaboration soutenue avec Campus France (participation à la Commission Afrique du Forum), qui s'appuie sur un réseau national de délégations dans les principales villes universitaires, et à l'étranger sur un réseau international de plus de 250 Espaces et Antennes Campus France dans 126 pays. Ce maillage lui permet d'exercer une véritable stratégie dans le bassin de l'océan indien.

• Création d'un programme de mobilité Erasmus-Océan indien

- Pour améliorer les compétences et les qualifications des étudiants et du personnel en renforçant la mobilité entre La Réunion et les pays de l'océan indien, il est proposé de lancer «ERASMUS + OI». L'AFD cofinancera ce projet régional, en prenant en charge une partie de la contrepartie nationale nécessaire au déblocage de l'INTERREG. Dans l'attente de l'intégration de l'Afrique du Sud au programme INTERREG, l'AFD prendra en charge le coût des flux d'échanges Erasmus + OI de La Réunion en Afrique du Sud.

- La coopération entre les établissements d'enseignement supérieur de la région dans des domaines à fort développement socio-économique sera par ailleurs structurée d'ici 2022 : biodiversité, santé, développement durable, interculturalité.

• Signature d'un accord-cadre entre l'Université de La Réunion, la Région Réunion et Campus France pour mobiliser les compétences, outils

et structures au service du développement du projet évoqué ci-dessus. Cet accord permettra :

- L'installation, pour la première fois, d'un bureau Campus France à l'Université de La Réunion.

- L'analyse du positionnement à l'international de l'enseignement supérieur et de la recherche régionale et la promotion des outils et des dispositifs de la Région Réunion.

- Le développement d'un réseau des anciens étudiants étrangers de la région grâce à la plateforme France Alumni, le réseau des espaces Campus France dans le monde et le réseau diplomatique.

• Toute nouvelle coopération entre la France et l'Afrique du Sud sera prioritairement faite sur les sujets d'intérêt commun comme les énergies renouvelables, les sciences marines et la biodiversité.

- La restructuration de Campus France en Afrique du Sud (et son déploiement à Johannesburg

notamment) devrait permettre de renforcer la mobilité étudiante entre La Réunion et les principales universités d'Afrique du Sud en mettant l'accent auprès d'un plus grand nombre de candidats sur l'offre universitaire réunionnaise.

- Un soutien sera apporté à l'Institut Universitaire de Technologie (IUT) de La Réunion dans sa volonté de renforcer ses partenariats en Afrique du Sud, avec les partenaires universitaires d'une part et la Chambre franco-sud-africaine de Commerce et d'Industrie (F'SACCI) d'autre part, pour placer ses étudiants en stage au sein d'entreprises françaises présentes en Afrique du Sud. Une mission exploratoire d'une délégation de l'IUT de La Réunion aura lieu à l'automne au Cap.

- Les échanges entre instituts de formation et collèges techniques sud-africains et réunionnais seront renforcés. Une mission du lycée agricole de Saint Paul de La Réunion s'est rendue à Cape Town, au Kwazulu Natal et à Pretoria du 14 au 18 octobre 2019 grâce à un financement du ministère de l'agriculture français pour relancer les échanges entre collèges techniques agricoles.

- **Servir de modèle à une politique d'attractivité de l'ESRI ultramarin par la création d'un programme de formations d'excellence.**

- En s'appuyant sur le projet « Biothropics » qui, sans pouvoir être retenu dans l'action EUR du PIA, a été bien considéré par le jury, soutenir à hauteur environ de 500 Keuros sur deux ans le développement de deux masters de la mention Biodiversité et Ecologie (écosystèmes marins et terrestres) en vue d'attirer d'excellents étudiants de l'ensemble du bassin de l'Océan Indien.

- Cette perspective de soutien financier pourrait s'étendre à l'ensemble des territoires ultramarins ayant participé au projet « Biothropics » (Antilles, Guyane, Polynésie, Nouvelle-Calédonie), conduisant au développement de cycles d'enseignement niveau master, bilingues ou anglais, basés sur des thématiques liées à la diplomatie scientifique du bassin géographique considéré.

- **Favoriser les partenariats avec des universités métropolitaines.**

Par exemple, mettre en œuvre un financement de lancement entre l'Université de La Réunion et un établissement parisien dans la perspective de créer une offre commune, qui accorderait des formations de premier cycle dès la rentrée 2020.

5. COOPÉRATION RÉGIONALE EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT.

- **Un engagement commun pour la sauvegarde de la biodiversité dans la région.**

La France entend partager son savoir-faire en matière de sauvegarde de la biodiversité avec ses partenaires de l'Océan indien. Ainsi, le gouvernement veillera à la bonne mise en œuvre de la coopération entre le South African National Parks et le Parc National de La Réunion (accord signé en février 2019), en organisant et accompagnant une mission de SAN Parks à La Réunion du 28 au 30 octobre 2019 et en mobilisant des financements français. L'AFD apportera ainsi un FEXTE de 1,5M€ début 2020.

La France appuie la création d'aires marines protégées constituant un réseau cohérent dans la zone, notamment en haute mer dans le cadre de la CCAMLR et permettant la continuité de la protection des fonctionnalités des écosystèmes entre leurs aires marines protégées respectives.

L'AFD travaille par ailleurs à un grand Programme biodiversité OI, dont une des actions serait la mise en réseau des aires protégées marines & terrestres, y compris celles des pays africains bordant l'OI. La future Plateforme biodiversité (ADEME, CIRAD, IRD, ...) y sera pleinement associée. Des interactions entre ces différentes initiatives seront à rechercher.

Une rencontre entre l'Agence Française pour la Biodiversité (AFB) et l'Agence sud-africaine de biodiversité sera organisée à Marseille en juin 2020 lors du congrès mondial de la nature afin d'approfondir leur coopération sur les méthodes d'évaluation de l'état de la biodiversité et les indicateurs d'état de conservation de la biodiversité.

- **Des actions régionales en matière d'économie bleue.**

Un appui financier et technique sera fourni par la France au secrétariat général de l'IOA (association des Etats riverains de l'Océan indien) sur l'économie bleue, la lutte contre la pêche illégale et le développement des pêcheries durables.

Les travaux de recherches de l'IRD conduits en Inde d'une part et à La Réunion d'autre part seront désormais coordonnés autour des enjeux de la biodiversité marine et de l'économie bleue.

La France a obtenu que La Réunion soit incluse dans le projet d'université régionale du solaire pour l'Afrique australe qui va être lancée par l'Alliance solaire internationale, en partenariat avec le centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (SACREE) de la Communauté de développement d'Afrique australe (CDA).

L'édition du « Knowledge Summit » d'octobre 2019 sera utilisée pour orienter le programme de bourses de l'Université de La Réunion au bénéfice d'étudiants indiens dans des domaines clés des sciences marines et de la valorisation des ressources naturelles végétales.

6. COOPÉRATION INSTITUTIONNELLE RÉGIONALE

Parce que les institutions sont aussi des vecteurs de rapprochement des points de vue et qu'elles soutiennent des projets concrets d'intégration régionale, la France souhaite poursuivre toujours plus avant l'intégration de ses territoires dans les organisations présentes dans l'océan indien.

• **Souhait que l'Afrique du Sud rejoigne le projet INTERREG V.**

La France souhaite redoubler d'efforts pour convaincre l'Afrique du Sud d'adhérer au programme INTERREG V Océan indien, en mettant en avant les projets culturels ou ceux qui pourraient intervenir dans des domaines prioritaires pour l'Afrique du Sud (biodiversité, sciences marines, économie bleue). Dans le cadre de ce programme, en cours, une partie non-négligeable des 63M€ disponibles pourraient nourrir la coopération avec l'Afrique du Sud et renforcer ainsi les échanges entre l'Afrique du Sud et La Réunion.

La France souhaite soutenir, via la collectivité des TAAF et en lien avec les autorités sud-africaines la création d'aires marines protégées dans le cadre de la Commission pour la conservation de la faune et la flore marine de l'Antarctique, dont une première application pourrait être dans la zone des îles Crozet et du Prince Edward.

Une rencontre entre l'Agence Française pour la biodiversité (AFB) l'Agence sud-Africaine de biodiversité et la collectivité des TAAF sera organisée à Marseille en juin 2020 lors du congrès mondial de la nature afin d'approfondir et concrétiser leur coopération et le partage d'expériences notamment sur les méthodes d'évaluation de l'état de la biodiversité et les indicateurs d'état de conservation de la biodiversité.

• **IORA.**

Cette organisation régionale rassemble 28 Etats riverains de l'océan indien, dont l'Australie et l'Inde, et vise à promouvoir la sécurité maritime, la gestion durable des pêches et la réduction des risques de catastrophes naturelles. La France, qui est depuis 2001 « Partenaire du Dialogue » de l'IORA souhaite renforcer sa proximité avec cette organisation, dont elle partage pleinement les objectifs en matière de développement, de sécurité et de coopération.

• **Proposer d'élargir la COI.**

Créée en 1982, la Commission de l'Océan indien est composée de 5 pays membres : Union des Comores, France/Réunion, Madagascar, Maurice, Seychelles et de quelques observateurs, dont l'Union européenne. La COI entend créer une solidarité régionale à travers des projets de coopération couvrant un large éventail de secteurs : préservation des écosystèmes, gestion durable des ressources naturelles, sécurité maritime, entrepreneuriat, santé publique, énergies renouvelables ou encore culture. La France est, au travers de l'AFD, l'un des principaux bailleurs de la COI. Il pourrait être proposé de rapprocher cette organisation d'autres pays, tels l'Inde, pour consolider des projets de coopération régionale.

7. SECURITÉ MARITIME

Avec l'Inde. La mise en place d'un officier de liaison français au sein du centre de fusion de données maritimes pour l'océan Indien (IFC-IOR) à compter de l'automne 2019 marque l'investissement de la France dans le partage et l'analyse de l'information de sécurité maritime dans l'océan Indien.

- La France et l'Inde intensifieront les missions de surveillance conjointe du sud de l'océan Indien. Cette coopération s'est déjà matérialisée par le déploiement d'un avion de patrouille maritime (P81), d'un destroyer et d'une frégate à La Réunion lors de la troisième phase de l'exercice VARUNA, début mai 2019. Dès le 1er trimestre 2020, le déploiement d'un P81 de l'Indian Navy sera reconduit pour effectuer des missions conjointes avec la marine nationale. Les interactions des navires de l'Indian Navy, avec des escales à La Réunion, sont mis à profit pour conduire des actions de coopération.

• Avec l'Afrique du Sud, un vrai renforcement de la coopération opérationnelle.

- La France et l'Afrique du Sud organisent tous les deux ans un exercice militaire en coopération, dénommé OXIDE. Le prochain exercice sera programmé en novembre 2020. Il intégrera une thématique relative à la sécurité maritime et impliquera des moyens importants de part et d'autre. La France souhaite par ailleurs relancer un programme d'embarquement, sur des périodes longues, de marins sud-africains à bord des navires de surveillance français. Les prochaines escales de bâtiments de la marine nationale en Afrique du sud (cinq programmées en 2020) pourront être mises à profit pour réaliser de tels embarquements.

- La France veut aboutir à l'entrée en vigueur de l'accord de surveillance croisée signé avec l'Afrique du Sud en 2016 (accord relatif à la coopération dans les zones économiques adjacentes à l'île de Crozet, dans les Terres australes et antarctiques françaises – TAAF – et aux îles Marion et du Prince Edouard). Cet accord permet d'embarquer des officiers d'un Etat sur les navires d'un autre Etat, pour mener de missions de surveillance et d'orientations (pas d'intervention).

Avec Madagascar, un accord (document conjoint de procédure) a été élaboré pour permettre l'embarquement d'observateurs malgaches à bord des navires de la marine nationale, à l'occasion de

leurs missions dans la zone, pour des missions de surveillance maritime et d'orientation des moyens malgaches dans la ZEE de Madagascar. La France contribue ainsi à renforcer la sécurité et la connaissance des flux maritimes et à soutenir ses partenaires régionaux dans leurs efforts dans ce domaine. Ce document sera signé d'ici la fin du mois d'octobre 2019 à Madagascar. Un premier embarquement d'officiers malgaches devrait avoir lieu à bord d'un bâtiment des FAZSOI fin novembre, pour trois semaines.

Avec l'Australie, la France renforcera l'échange en matière d'information maritime. Un accord sur l'échange d'information maritime est en cours de préparation entre la France et l'Australie pour renforcer, au-delà de leurs espaces propres, la sécurité maritime, la sûreté maritime, la protection des ressources et de l'environnement ainsi que la lutte contre les trafics illicites.

La France assurera en 2020 la présidence de l'IONS (Indian Ocean Naval Symposium), structure de coopération entre marines militaires, comprenant 24 membres permanents. La passation de suite se déroulera du 29 juin au 2 juillet 2020 à La Réunion. La France présidera l'IONS de 2020 à 2022. Cet événement constituera un point d'orgue des relations internationales militaires de la France en océan Indien. Il permettra non seulement de soutenir l'intégration régionale de La Réunion, mais il permettra aussi de véhiculer nos ambitions en matière de sécurité maritime, d'échanges d'informations et de coopération dans le domaine maritime.

La France se félicite de son admission comme pays observateur au sein du forum HACGAM (Heads of Asian Coastguard agencies meeting) en juillet 2019. Depuis 2004, ce forum régional réunit notamment 21 Etats-membres riverains de l'océan Indien et du Pacifique. Initialement tourné vers la piraterie, ce forum traite aujourd'hui de quatre thèmes dans l'objectif d'établir des mers plus sûres et plus propres (protection de l'environnement, sauvetage en mer, lutte contre la criminalité en mer, formation et capacity building). La France est investie sur l'ensemble de

ces sujets, sur l'axe indopacifique, grâce à son organisation de l'action de l'Etat en mer à partir de ses territoires ultramarins mais également en haute mer (répression des trafics illicites). Il constitue un lieu d'échange unique avec les garde-côtes de ces Etats.

8. TOURISME : SIGNATURE D'UN CONTRAT CADRE PLURIANNUEL ENTRE ATOUT FRANCE, LA RÉGION RÉUNION ET L'ÎLE DE LA RÉUNION TOURISME.

La Région Réunion, en lien avec l'Île de La Réunion Tourisme et Atout France, signent à l'occasion de la visite du Président de la République un contrat de destination triennale autour d'objectifs partagés. En s'appuyant sur le Schéma de Développement et d'Aménagement Touristique (SDATR) de la Région Réunion, le contrat fixe des objectifs ambitieux à horizon 2022 :

- L'accueil de 625 000 visiteurs - 534 630 visiteurs en 2018;
- L'internationalisation de la destination avec 30% de clientèles internationales contre 20% en 2018;
- Le développement du chiffre d'affaires lié au tourisme : + 40% par rapport à 2018;
- L'augmentation de 50% des emplois directs conjuguée à un plan de formation renforcé;
- La création de 1 500 lits hôteliers pour atteindre l'objectif visé.

Plus globalement, les signataires œuvreront dans une démarche collective avec les acteurs publics et privés du secteur pour faire de La Réunion une destination de référence internationale, exemplaire en termes de durabilité et respectueuse des valeurs sociétales du territoire.

Plusieurs volets d'actions seront déployés simultanément :

- Ingénierie : accroître l'attractivité des offres de séjour et de l'ensemble des produits touristiques sur les axes prioritaires en stimulant la qualité, l'innovation et la différenciation, pour créer plus de valeur et de lisibilité marketing et commerciale sur les marchés cibles. Ce volet traitera également de la professionnalisation des acteurs.

- Qualité de l'accueil : harmoniser la chaîne d'accueil sur l'ensemble de la destination et d'autre part, renforcer collectivement le niveau d'exigences afin de répondre aux attentes de qualité d'expérience des clientèles de séjour visées.

- Observation : renforcer le dispositif d'observation autour d'un tableau de bord des investissements et l'élaboration d'indicateurs de développement durable et de compétitivité de l'offre;

- Promotion, communication et le marketing, avec une attention portée au numérique pour accroître la visibilité sur les marchés internationaux. L'objectif est d'accroître les nuitées globales captées par la destination de 10% pour les nuitées internationales en 5 ans sur les marchés prioritaires définis au SDATR. Il est proposé de :
 - Renforcer les efforts de promotion en Europe, en priorité en Allemagne et secondairement en Suisse et Belgique;
 - Maintenir un accompagnement sur les marchés de proximité régionale, à fort potentiel de développement (Chine, Afrique du Sud, Inde).

9. SPORTS

L'État, la Région Réunion et le CREPS de La Réunion ont inscrit dans un projet de convention leur souhait de positionner le CREPS comme acteur de la coopération sportive. Un cadre stratégique précisant les contours de cette coopération a ainsi été précisé et la Région a confié au CREPS, à l'occasion de la visite du Président de La République, le portage de l'institut régional des sports de l'Océan indien (IRSOI) par lequel elle entend renforcer le positionnement de La Réunion dans la zone Océan Indien. L'IRSOI sera un outil d'accompagnement de sportifs vers le haut niveau, de structuration d'une filière de formation des cadres et de valorisation de la destination Réunion en matière de tourisme sportif.

A titre d'exemple d'actions complémentaires très concrètes dans le domaine de l'intégration régionale par le sport, une délégation sud-africaine sera invitée à La Réunion, dans le cadre des Foulées de Salazie, pour inscrire cette commémoration dans un contexte régional, dans la zone de l'Océan indien.

Dirigeants de groupes internationaux invités présents à La Réunion le 23 octobre 2019



AFRIQUE DU SUD

Johan STEYN – Managing Director, Aerosud

M. Steyn est diplômé en génie mécanique de l'Université de Pretoria, Afrique du Sud. Il a rejoint Aerosud en 1991 en tant qu'ingénieur principal (structures et systèmes). Au cours des années 1990, il a dirigé divers programmes de développement d'ingénierie en Afrique du Sud pour des clients internationaux : notamment, le programme de collaboration entre Aerosud-Mikoyan-Klimov pour la réingénierie du 'Mirage fighter'. Il est devenu Directeur de Aerosud Interiors en 2001 et en 2007, puis Directeur Général de Aerosud Aviation.

- **Aerosud est la plus grande entreprise d'ingénierie aéronautique privée d'Afrique du Sud. Elle réalise un chiffre d'affaires de 64 M€ et compte 660 salariés. Elle est impliquée dans des projets d'ingénierie dans le domaine de l'aviation civile et militaire : design, conception, développement, prototypage, fabrication, services supports. L'entreprise est organisée en 2 divisions : Aerosud Aviation (conception) et Aerosud Aerospace Systems (production). 56% des ventes d'Aerosud sont destinées à Airbus. En outre, 60% des achats du groupe se font à l'étranger, en Europe principalement. Aerosud a été créée en 1990 par les concepteurs de l'hélicoptère de combat sud-africain Rooivalk. En 1995, l'entreprise s'est diversifiée sur le marché de l'aviation commerciale avec la conception de cuisines embarquées et autres dispositifs d'intérieurs. Les 2000 pièces et modules fabriqués par jour près de Pretoria sont ensuite distribués aux chaînes d'assemblage d'Airbus, Boeing, BAE Systems, Safran, Agusta Westland Helicopters et Spirit AeroSystems. Aerosud est notamment membre du programme Cheetah (version III du Mirage F1) et fournisseur de systèmes intérieurs d'avion civil et militaire sur les programmes A400M et A380.**



Charles SHILOWA – Group Executive Business Development, Airports Company South Africa (ACSA)

M. Shilowa est ingénieur chimiste de formation. Il a rejoint ACSA en novembre 2015. Auparavant, il a travaillé pendant 10 ans à la RMB (Rand Merchant Bank) en Afrique du Sud où il a structuré des offres qui ont créé à long terme de la valeur pour les nouveaux clients et les marchés. La plupart de ses initiatives ont ajouté de l'élan à la stratégie de l'établissement pour devenir une banque d'investissement reconnue sur le continent africain.



- **ACSA possède et gère neuf aéroports sud-africains. L'entreprise réalise un chiffre d'affaires de 774 M€ et compte 14 950 salariés. Elle fournit également des services de conseil technique à d'autres aéroports à travers le monde. Le gouvernement sud-africain détient 74,6% d'ACSA. Conformément aux objectifs de développement du gouvernement sud-africain, ACSA a une concession d'aéroport au Brésil et en Inde et offre des services techniques et de conseil aux aéroports du Ghana, Libéria, Zambie, Rwanda et d'Afrique du Sud.**

Jacqueleen PRETORIUS – CEO, Jalo

Mme Pretorius a plus de 20 années d'expérience dans l'industrie des soins rénaux acquises dans des organisations diverses en Afrique du Sud. Elle est infirmière de formation, diplômée en Marketing Management et possède également un MBA. Elle a quitté le secteur médical en 1997 pour rejoindre le secteur privé. Elle est devenue la Directrice de la division rénale de Adcock Ingram Critical Care qu'elle quitte en 2010 pour rejoindre un important fournisseur national de services et de produits de soins respiratoires (VitalAire) en tant que responsable marketing et stratégie. Elle quitte cette position à la fin de 2013 pour créer Jalo en janvier 2014.

- **Jalo est une entreprise spécialisée dans la distribution de matériels de dialyse. Elle est détenue par deux Sud-Africaines issues de milieux défavorisés (PHD) et bénéficiant d'un soutien à l'inclusion dans le développement économique du pays (BBE). La gamme de produits inclut des unités de purification de l'eau, du matériel de dialyse et des consommables (produits chimiques associés), y compris les services et le support technique.**



Ana MARTINS – Dean, Université Kwazulu Natal

Mme Ana Martins est Professeur à l'Université Kwazulu dans la province du Natal. Elle est Doyenne par intérim et Directrice de la Graduate School of Business & Leadership de cet établissement. Sa bourse couvre une grande variété de pays, notamment le Royaume-Uni, l'Afrique du Sud, Hong Kong, la Chine, l'Allemagne, le Portugal et le Moyen-Orient. Ses recherches portent actuellement sur les préoccupations émergentes concernant l'humanisation des organisations et de leur direction.

MAURICE



Arnaud LAGESSE – CEO, Groupe IBL

M LAGESSE est diplômé de l'Institut supérieur de gestion de Paris ainsi que de l'Université d'Aix-Marseille (Master en management). Il a également suivi l'Executive Education Program à l'INSEAD et l'Advanced Management Program à Harvard Business School. Après avoir débuté sa carrière dans la finance à Paris, il a rejoint l'entreprise familiale en 1993. Douze ans plus tard, il est devenu PDG de la société créée par son grand-père en 1939. Connue à l'époque sous le nom de GML Group, M. Lagesse en a dirigé avec succès la fusion avec Ireland Blyth Ltd. pour créer, en 2016, IBL Ltd.

• **La société IBL est issue de la fusion de GML et Ireland Blyth Ltd en 2016. IBL, conglomérat aux activités variées (agro, BTP, hôtellerie, commerce, logistique, finances...) est le premier groupe privé de l'île Maurice. Depuis ses débuts dans les domaines des industries maritime et sucrière de l'île Maurice dans les années 1830, IBL est devenu l'un des groupes les plus diversifiés de la région. Implanté dans 22 pays, IBL compte 21 800 salariés pour un chiffre d'affaires de 926 M€. Le groupe est coté à la bourse de Maurice. Le groupe est également le représentant d'Air Austral à Maurice avec une JV à 50/50. IBL a un fort intérêt pour les ENR, à-travers notamment un partenariat avec ALBIOMA pour produire de l'énergie à partir de la bagasse (résidu fibreux de la canne à sucre) et QUADRAN dans la construction d'une centrale photovoltaïque de 10 MW. Enfin, IBL possède deux hôtels à La Réunion, dont un sous la franchise Lux* St Gilles et Le Récif (3 étoiles).**



Cédric de SPEVILLE – CEO, Groupe Eclasia

M. de Speville est diplômé d'une maîtrise en Economie de l'université Paris 1, Panthéon-Sorbonne. Il est également diplômé d'un Msc in Accounting & Finance du London School of Economics et un Master in Business Administration de Columbia Business School. Il a débuté sa carrière en tant que consultant pour COFINTER à Paris de 2002 à 2003 et a rejoint le Groupe ECLOSIA en 2003 (groupe créé par son père, Michel de Speville). En janvier 2013, M. de Speville a été nommé CEO du groupe. Il est Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Maurice, Business Mauricia.

• **ECLOSIA est un groupe familial fondé il y a 50 ans par Michel de Speville à Maurice. Le groupe compte aujourd'hui six secteurs d'activités : le Food, le Commerce, la Logistique, les Business Services, l'Education, les Hôtels & les Loisirs. Eclasia opère aussi en Afrique et dans la région de l'Océan Indien, principalement à Madagascar, et compte une vingtaine de sociétés et 4 000 employés. Avec un chiffre d'affaires de près de 375 M€, Eclasia est dans le Top 5 des grands groupes mauriciens. Le groupe coopère également avec l'Union Réunionnaise des Coopératives Agricoles (URCOOPA) dans le domaine de l'approvisionnement et la logistique du maïs et du soja depuis l'Argentine.**



Jérôme JAEN – Chief Operations Officer, Groupe Omnicane

- Créé en 1926, Omnicane est coté à la bourse de Maurice. C'est le principal opérateur économique du sud de l'île. En 2018 il réalise un chiffre d'affaires d'environ 105 M€ et emploie 1396 personnes. Ses activités principales sont la culture de la canne à sucre, la production de sucre, de bioéthanol. Le groupe valorise les sous-produits de la canne et exploite une centrale de cogénération électrique à la Baraque utilisant essentiellement la bagasse (résidu fibreux de la canne à sucre). Dans le secteur de l'énergie, Omnicane est en partenariat avec la société française Albioma qui construit et exploite des centrales thermiques. Omnicane est également présente au Royaume-Uni (investissement réalisé dans la société de sucrerie The Real Good Food Company) et en Afrique dans le secteur sucrier (Kenya), l'énergie (Rwanda) et compte poursuivre ses activités dans d'autres pays du continent.



Eric LEAL – CEO, Groupe LEAL

- Le Groupe LEAL réalise un CA de 238 M€ et emploie plus de 1000 salariés. Le groupe LEAL est surtout connu pour son activité de concessionnaire (BMW, Mini, Renault, KIA, Mitsubishi, Volvo truck, GWM). Il est également diversifié dans le médical, les produits de consommation, la logistique, le service informatique (représentation MICROSOFT, SYMANTEC, APPLE). Il est aussi porteur de projets dans la transition écologique avec le photovoltaïque et les véhicules électriques.



Nicolas BOYET – CEO, MAUREVA

Ingénieur diplômé de l'ESIEA (Sciences et Technologies du Numérique) en 1989, Nicolas Boyet débute sa carrière comme chef du IT chez Air Outre-Mer (plus tard AOM French Airlines). Il devient en 1990 directeur IT chez Air Austral, poste qu'il occupe pendant huit ans. Il a créé l'entreprise Cirrus Informatique à La Réunion en 1991 et ensuite son équivalent à Maurice en 2004, Maureva. Il en est depuis le Directeur Général.

- Maureva est éditeur et exploitant de logiciels pour les compagnies aériennes commerciales, et la vente de services constitue une bonne partie de son CA. La société fait partie du top 5 mondial dans ce secteur. La spécialité de Maureva est le traitement des recettes commerciales pour le compte des compagnies aériennes qui souhaitent externaliser cette activité complexe, gourmande en ressources humaines. La concurrence principale de la société est indienne. Maureva compte aujourd'hui plus de 57 compagnies aériennes clientes, partout dans le monde. Maureva emploie plus de 200 collaborateurs à Maurice et à La Réunion. Maureva a ouvert début 2019 deux antennes à l'étranger : Séoul et Montréal, à la suite de la signature d'un important contrat avec la compagnie low-cost sud-coréenne Jeju Air.

Georges TALBOTIER – CEO, TRIMETYS

- Le groupe mauricien Trimetys réalise un CA en 2018 de 10M€ et compte 400 collaborateurs. Réunifiant plusieurs activités en son sein, le groupe fait de la promotion immobilière, sur la base d'un solide portefeuille de foncier urbanisable à divers endroits de l'Île Maurice. Son activité de promotion immobilière est déclinée autour de 4 axes:
 - Agro-alimentaire: Le Poulet Fermier Ltée (production de poulets fermiers)
 - Immobilier: nombreux projets de promotion et site internet d'annonces
 - Tourisme et loisirs: 3 complexes hôteliers et un complexe sportif
 - Éducation: gestion d'une école primaire sous contrat AEFÉ

Michel DEMARI, Managing Director, ESOKIA

Diplômé de l'Institut Commercial de Nancy, puis chef de Projet dans la Web Agency 404found!, il devient consultant marketing chez Orange (ex-Wanadoo) pour Jipo (groupe Viseo). Il lance ensuite en France l'activité Internet d'un groupe de presse magazine et ouvre une société à l'Île Maurice pour y développer des portails et sites e-commerce. Il crée Esokia Web Agency Ltd en 2008.

- Esokia, groupe de plus de 200 collaborateurs a été créé en 2008 et est la première agence digitale indépendante de l'Océan Indien. Spécialiste des technologies les plus innovantes, répondant aux exigences européennes, elle couvre l'ensemble de la chaîne digitale. L'agence a réalisé plus de 1 000 sites dont une grande majorité pour des entreprises internationales. Elle est établie à Maurice qui est en tête du classement de gouvernance en Afrique avec une équipe de plus de 70 développeurs. Esokia dispose également de filiales à Madagascar, en Serbie et en France. Esokia crée ou recrée des sites internet, des sites e-commerce, sites corporate ou media, des intranets ou bien des applications pour mobile.

Hector ESPITALIER-NOEL, CEO, ENL

M. Espitalier-Noël a suivi des études d'expert-comptable à l'Institute of Chartered Accountants de Wales, au Royaume-Uni. Il est PDG du groupe depuis bientôt trois décennies. Il a été Président de la compagnie Rogers and Company Limited, de la Chambre d'Agriculture de l'Île Maurice, de la Mauritius Sugar Producers' Association et du Mauritius Sugar Syndicate. Avant de rejoindre le groupe ENL, M. Espitalier-Noël a travaillé chez Coopers and Lybrand Londres et chez De Chazal du Mée à l'Île Maurice.

- ENL réalise un chiffre d'affaires de 400 M€ et compte 7 100 salariés en 2019. Plus de 120 marques sont distribuées par 100 filiales. L'activité de ce groupe se répartit en plusieurs secteurs:
 - Land & Investment: production de canne à sucre et immobilier. ENL commence à se diversifier dans l'incubation de start-up et le capital-risque.
 - Agro-industry: Ce groupe est 3ème acteur de la canne à sucre à l'Île Maurice.
 - Real Estate: ENL construit/vend/gère des bâtiments pour des rési-

dences, des bureaux, des centres commerciaux etc... à l'Île Maurice.
- Hospitality : Rogers, filiale de ENL, possède et gère plusieurs hôtels à l'Île Maurice
- Logistique : le groupe a une plateforme « Velogic » permettant de proposer des services complets de logistique à ses clients.



Karl AESHBACHER – Chief Executive Officer

- Créée en 2014n, WPBL est la première et actuellement la seule banque privée exclusive opérant à sur l'île. Elle s'engage à soutenir la juridiction dans sa croissance et son développement dans ce secteur. Au 31 décembre 2018, ses actifs sous gestion s'élevaient à 1,1 milliard d'USD.

INDE



Miguel MUNOZ – Chief Resort Officer, Mahindra Holidays

M. Munoz a rejoint Mahindra Holidays en 2016. Né en Espagne et formé en Australie, il a travaillé notamment pour Sterling Resorts. Puis il rejoint Mahindra Holidays, qui compte 60 centres de villégiature, dont 40 en Inde. Plus de 3 000 personnes sont sous sa responsabilité. Au cours de sa carrière, il a travaillé dans différents secteurs de l'industrie de l'hôtellerie, des loisirs, notamment dans les chaînes hôtelières de renommée internationale telles que Meliá Hotels International, Steigenberger Hotel Group. Il est titulaire d'un MBA de Cornell University.

- Le groupe Mahindra, fondé en 1945, est l'un des principaux constructeurs automobiles en Inde avec une part de marché avoisinant les 45%, le leader historique des véhicules utilitaires en Inde (avec son modèle Scorpio) et le premier constructeur de tracteurs depuis 1983. Il s'est au fil du temps diversifié dans les services financiers (2ème banque privée indienne), les TIC (filiale Tech Mahindra, 5ème entreprise indienne) la chimie (composites polymères), la défense-équipements (blindés légers, simulateurs, la construction navale, l'aéronautique et le tourisme. Mahindra Holidays & Resorts India Ltd. (MHRIL) fait partie du secteur des loisirs et de l'hôtellerie du groupe Mahindra, fondée en 1996, la marque phare de la société, «Club Mahindra Holidays», compte aujourd'hui plus de 235 000 membres et plus de 58 000 centres de villégiature en pleine expansion, répartis sur les sites les plus exotiques d'Inde et de l'étranger.



Jaidev SHROFF – Chairman, UPL

Jaidev (Jai) R. Shroff est un chef d'entreprise mondialement reconnu dans l'industrie de la chimie et de l'agriculture avec plus de 30 ans d'expérience en Inde et à l'international. Sous l'impulsion de la direction de Jaidev, UPL est devenu une multinationale avec une présence industrielle dans plus de 48 pays.

- Fondé en 1969, UPL Limited, anciennement United Phosphorus Limited, est une multinationale indienne et est la 5ème entreprise agrochimique au monde. UPL est spécialisée dans la fabrication de produits agrochimiques, produits chimiques, solutions de protection des cultures, fongicides, herbicides, insecticides, traitement des semences et solutions post-récolte couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur des cultures. UPL se concentre sur le renforcement de la sécurité alimentaire en offrant des technologies et des solutions de classe mondiale pour la production agricole durable. Le groupe réalise un chiffre d'affaires global de 3,14 Milliards USD et emploie 7435 personnes dans le monde. Il vend ses produits dans plus de 150 pays.

- En Juillet 2018, UPL rachète Arysta LifeScience Inc. Ce qui en fait le 5ème au monde pour les produits agrochimiques génériques au monde après Bayer, Dupont, Syngenta et BASF. UPL a une présence industrielle dans plus de 48 pays, dont la France suite au rachat de la division chimie d'Arkema, Cerexagri, en 2006. Le groupe possède 6 sites dans l'Hexagone : le siège social France en IDF (Cergy), un centre de

recherche biologique hérité de Arysta (St Malo.) et 4 sites de production à Bassens (Gironde), Marseille, Mourenx (Pyrénées Atlantiques) et Vaas (Sarthe). Ces sites couvrent les marchés français, européen mais aussi américain et latino-américain. L'Hexagone représente un chiffre d'affaires de 140 M USD et un effectif de 200 collaborateurs.



Cyrille HAHANG – Directeur Général, Electrosteel Europe

De nationalité française, Cyrille HAHANG est né en août 1963. Il est directeur général délégué de l'entreprise Electrosteel Europe SA depuis mars 2017. Il est expert aux comités techniques de la norme française et européenne.

• Electrosteel Europe fait partie du groupe indien Electrosteel Group dont le siège est situé à Kolkata (Calcutta), dans l'Ouest du pays. Il s'agit d'un groupe industriel international producteur de systèmes complets de canalisations et de raccords en fonte ductile pour l'adduction d'eau potable, l'irrigation et pour l'assainissement. Créé en 1955, Il est aujourd'hui l'un des plus gros producteurs de fonte ductile indépendants dans le monde, présent dans plus de 150 pays. De ses deux seuls sites de production (situés en Inde) sortent annuellement plus de 600 000 tonnes de tuyaux et plus de 20 000 tonnes de raccords fonte ductile. Des filiales commerciales sont installées à Singapour, Abu Dhabi, Algérie, Etats-Unis, Brésil, Moyen-Orient et en Europe. Electrosteel affiche en 2018 un chiffre d'affaires global de plus de 700M€ et emploie 4500 personnes dans le monde. C'est en France qu'est installé le siège européen du groupe qui consolide les opérations françaises ainsi que les succursales espagnole, italienne, allemande et britannique.



Dhiren PEREIRA – General Manager – The Oberoi Mauritius, Oberoi Hotels

Dhiren Pereira, de nationalité australienne est né en Inde. Diplômé de l'Oberoi Centre of Learning & Development, il est également diplômé de l'Université de Cornell. Dhiren a travaillé avec le groupe Oberoi à Mumbai, New Dheli, Cochin, Bangalore et l'Ile Maurice. Il a également travaillé en Australie pour le Palazzo Versace sur la Gold Coast, le premier hôtel au monde portant la marque de mode, où il a passé trois ans. Il a été directeur général de l'Oberoi, Sahl Hasheesh en Egypte.

• Fondé en 1934, le groupe Oberoi est propriétaire et gère deux chaînes hôtelières de catégories différentes. La chaîne OBEROI positionnée dans la catégorie hôtel de luxe et la chaîne TRIDENT positionnée dans la catégorie « first class international », les établissements sont situés en Inde, Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis, Indonésie, Maroc, Ile Maurice, Egypte. 50% de la clientèle du groupe est originaire de l'Europe et des Etats-Unis. La stratégie de développement international du groupe Oberoi (en association avec un « pool » d'investisseurs privés chinois et du Moyen-Orient) propose un « management contract » de long-terme (20 à 30 ans) dans le cadre de l'acquisition d'hôtels ou de bâtiments de prestige. En termes géographiques, l'Asie du Sud-Est, le Moyen-Orient, les Etats-Unis et l'Europe sont prioritaires. En Europe le groupe est présent à Londres, Paris et Amsterdam.

Rammohan GOURNENI – General Manager France, TCS

M. Gourneni est titulaire d'un MBA de Maharishi University of Management. Il a débuté sa carrière internationale en 1997 aux Etats-Unis avec des responsabilités de Managing director chez Ocean Trade Infotech, puis CEO de Just in Time Information Service en Inde, COO de Phoenix IT solutions avant de rejoindre TATA Consultancy Services en 2004. Il y a exercé plusieurs fonctions en France et aux Pays Bas. Il est actuellement directeur de la filiale France.

- **Créé en 1868 par Jamsetji Tata, Tata Sons est un puissant conglomérat indien multisectoriel constitué d'une centaine de filiales dont 28 sont cotées en bourse (capitalisation boursière de 130,13 Md\$ au 31/03/2018). L'activité originelle du groupe est la production de véhicules utilitaires. Aujourd'hui, les plus importantes sociétés du groupe sont Tata Steel (no 4 mondial de l'acier), Tata Consultancy Services (1ère SSII asiatique, 4ème mondiale, 320 000 personnes dans le monde), Tata Communications (opérateur de télécom mondial, 7ème opérateur internet mondial, n° 1 mondial pour la fourniture de téléphonie internationale), Tata Global Beverages (2e producteur de thé au monde), Tata Chemicals (2e producteur de soude au monde) et Tata Motors qui produit des automobiles pour le marché indien. Tata Consultancy Services (TCS,) dont le chiffre d'affaires mondial est de 21 milliards SUD en 2018, est présent en France depuis 1992 via un partenariat avec la société française TKS, entreprise dont elle a procédé à l'acquisition en 2007. En 2009, TCS a transféré son siège marketing européen de Londres à Paris et en juillet 2013, TCS a procédé à l'acquisition de l'entreprise de service numérique française, la société ALTI, employant alors 1200 salariés (coût de la transaction estimé à 75 M€).**

Vikram S KIRLOSKAR - CMD Kirloskar Systems Ltd, Vice Chairman Toyota Kirloskar Motors et Président CII (2019-2020)

Dipômé d'un Bachelor Mechanical Engineering de Massachusetts Institute of Technology (USA), M. Kirloskar a participé à l'ouverture des licences d'importation de biens d'équipement alors qu'il était membre du Conseil de développement des machines-outils du gouvernement à la fin des années 80. Il a également occupé le poste de président du Central Manufacturing Technology Institute de Bangalore. Il est membre du Conseil national de développement pour les automobiles et du Conseil national pour la mobilité électrique. M. Kirloskar est également président de l'association de recherche sur l'industrie automobile de l'Inde et ancien président de la Society of Indian Automobile Manufacturers. Il est également au Conseil d'administration de la Rhode Island School of Design à Providence (États-Unis), Président de la Global Innovation & Technology Alliance et membre du conseil consultatif de Aisin Seiki Co. Ltd. (Japon).

- **Fondé en 1888, le groupe Kirloskar produisait initialement des char-rués de fer puis a étendu ses activités aux équipements industriels : pompes et soupapes, moteurs dont diesel, compresseurs d'air et de gaz, climatisation et équipement de réfrigération. Le groupe s'est ensuite diversifié dans la production de revêtements anticorrosion et moulages pour le secteur automobile. Le groupe pèse désormais 3,5 milliards USD de CA, emploie 18 000 personnes et se compose de**

12 entreprises dont Kirloskar Systems Ltd dont M. Vikram Kirloskar est le CMD (composants automobiles).

Le groupe a une présence dans plus de 70 pays et possède une filiale en France SPP Pumps France via l'acquisition de SPP Pumps au RU en 2003, spécialisée dans la fabrication de pompes à plan de joint et de pompes verticales à turbines (eau potable).



Sarita REDDY – Managing Director, Gayatri Sugars Ltd.

T. Sarita Reddy, âgée de 45 ans et titulaire d'un MBA de l'Université d'Osmania, est la directrice générale de la société Gayatri Sugars depuis 2005. Elle possède plus de 12 ans d'expérience dans l'industrie du sucre et a été activement impliquée dans la gestion et l'exécution de divers projets du groupe Gayatri. Elle est également présidente de la Telangana Sugar Mills Association (TESMA) et présidente de l'Indian Sugar Mills Association (ISMA). Outre son travail dans l'industrie du sucre, elle assure des projets de renom dans l'hôtellerie et l'immobilier. Elle est également membre actif d'une organisation professionnelle mondiale appelée YPO / WPO et administratrice déléguée d'une ONG appelée HELP, qui effectue un travail social dans l'État de Telangana.

• **Gayatri Sugars Limited est l'une des sociétés du groupe Gayatri, qui a des intérêts dans les domaines des infrastructures, de l'énergie, de l'hôtellerie, de l'immobilier et de l'industrie. Avec un chiffre d'affaires annuel de 436 M€, le conglomérat est l'un des principaux acteurs indiens en matière d'infrastructures.**



Ramesh DATLA – Chairman, Elico Ltd.

Industriel et président d'Elico Limited et d'Elico Healthcare Services, il est également un membre actif de la Confédération des industries indiennes (CII) et est président du comité national sur l'eau de la CII, président sortant, président du CII Région du Sud et ancien président du comité national sur les droits de propriété intellectuelle de la CII. Il a également été président du CII National MSME Council. Il a été activement associé à la chambre de l'industrie et a joué plusieurs rôles consultatifs bénéfiques auprès du gouvernement indien au nom de l'industrie. Il a représenté l'Inde en tant que conférencier à la Conférence de l'OCDE à Tokyo, Conférence GTZ à Berlin, au Conseil de coopération du Golfe - Mascate, à la Conférence UKIBC - Manchester, Conférence USIBC - Washington DC et Groupe de travail B20 pour le sommet du G20, France.

• **Fondée en 1960 à Hyderabad, Elico fut la première société en Inde à fabriquer des instruments électroniques d'analyses poussées à destination principalement du développement de logiciels et de de la sécurité intérieure. Elico Healthcare Services est une filiale à 100% d'Elico qui fournit, quant à elle des services informatiques au secteur de la santé.**



K. S. NATHAN – Vice Président & Business Head – Defence Shipbuilding Business, L&T

M. Nathan possède 23 ans d'expérience au service de la Marine de guerre indienne. En quittant l'armée, il a rejoint en 2002 la filiale défense du groupe L&T dont il est actuellement le Vice-Président. M. Nathan possède également un Master en technologie du nucléaire du centre de recherche atomique Bhabha en Inde.

• **Larsen & Toubro est un important conglomérat de technologies, d'ingénierie, de construction, de fabrication et de services financiers, avec des activités mondiales. L&T répond à des besoins dans les secteurs des hydrocarbures, des infrastructures, de l'énergie, de l'industrie et de la défense. L'entreprise possède des clients dans plus de 30 pays à travers le monde. L'empreinte industrielle de la société s'étend à huit pays, en plus de l'Inde. L&T possède plusieurs bureaux internationaux et une chaîne d'approvisionnement qui s'étend dans le monde entier. La multinationale affiche un CA de plus de 1,16 milliard d'euros et emploie 42 000 personnes dans le monde.**



Prasana SARAMBALÉ – CEO - Data Business Center & Group Head - Business Development, Sterling & Wilson

Prasanna Sarambale est le CEO des activités de centres de données et de développement du groupe Sterling et Wilson depuis 2008. Avant de s'associer à l'entreprise, Prasanna a travaillé chez APC-MGE en tant que directeur des ventes - relations clients pour l'Inde et la région Asie du Sud. Il a débuté sa carrière en tant qu'ingénieur des ventes chez Kirloskar Computers et a ensuite rejoint Tata Liebert en tant que responsable des ventes. Poste dans lequel il a travaillé avec IBM en tant que spécialiste des ventes de services et Emerson en tant que responsable des comptes clés.

• **Sterling and Wilson est un conglomérat spécialisé dans les services liés à la construction (électrique, mécanique et hydraulique) avec près de 40% de son activité provenant de projets électromécaniques. Parmi les principaux projets réputés citons Ford, Perkins, la tour Earnest (FIFC), le One Horizon Center, les véhicules utilitaires Daimler India, l'hôpital ESIC, le Nokia Siemens, le parc informatique Rustomjee Natraj, la tour Suprême, etc... Il a été associé à plusieurs projets MEP prestigieux au niveau international: Golden Jubilee House au Ghana, stade international de cricket en Guyane, complexe Constance Mofooshi aux Maldives, hôtel Sheraton en Guinée, hôtel Hilton en Sierra Leone, quartier financier King Abdullah à Riyadh, université Al Kasim à Riyadh, Barwa Commercial Avenue au Qatar.**



Emilien COQUARD – Fondateur, The Scaler et Président French Tech Bangalore

Emilien Coquard Emilien a commencé sa carrière en développant la première application Facebook française générant des revenus. Plus tard, l'agence de marketing KRDS l'a engagé pour diriger leur centre de développement à Bangalore. En tant que CTO, il était en charge de la gestion quotidienne de l'équipe et de sa croissance avant d'être nommé directeur de l'exploitation de l'agence mobile du groupe. PDG et cofondateur de

The Scalers, Emilien supervise toutes les opérations où son expertise en informatique et son style de leadership innovant lui permettent de rester à la pointe du secteur offshore.

- **Fondée par un français en 2014, The Scalers aide les entreprises innovantes et pionnières à mettre en place leurs propres équipes de développement de logiciels à Bangalore, en Inde. The Scalers a entrepris de rationaliser le processus d'externalisation des services de développement informatiques à l'étranger. The Scalers est basé à Paris, Dublin et Bangalore, en Inde.**

MADAGASCAR



Hassanein HIRIDJEE – CEO, Axian Group

Né en 1975, Hassanein Hiridjee forme, avec son frère Amin, la troisième génération d'hommes d'affaires de la famille Hiridjee. De nationalité française, Hassanein Hiridjee est diplômé de l'École Supérieure de Commerce de Paris (ESCP). Il a occupé plusieurs postes dans le secteur financier en France avant de revenir à Madagascar en 1997 pour créer sa première société, dans le secteur immobilier « First Immo ». Il est par la suite rentré dans le capital de plusieurs firmes (Jovenna, Telma, Madarail). À la tête du groupe Axian (630 millions de dollars en 2017), il est présent dans les secteurs des télécoms, de l'énergie, de l'immobilier et des services financiers.

- **Axian est une holding familiale, propriété de la famille française Hiridjee d'origine indienne (Gujarat), arrivée à Madagascar vers 1875 à Tuléar. Le groupe est issu de la restructuration en décembre 2015 des activités de la famille Hiridjee à Madagascar en deux holdings : Axian d'une part et Viseo d'autre part. En 2017, le groupe Axian est en première position en termes de chiffres d'affaires à Madagascar (630 M EUR) et compte environ 4000 employés. Deux des sociétés du groupe (Jovena et Telma) sont leaders du marché dans leurs secteurs respectifs. Axian est actuellement un groupe diversifié actif dans 4 secteurs: les télécommunications (Telma, Towerco of Madagascar, Telco Comores SA, Télécom Réunion Mayotte, Tigo Sénégal, Sofima) ; l'énergie (Jovena, Electricité de Madagascar (EDM)) ; les services financiers (BNI Madagascar, MVola, Indian Ocean Risk Solutions (IORS)) ; l'immobilier (First Immo, SGEM).**



Hasnaine YAVARHOUSSEN – CEO, Filatex

Français de 33 ans, il a intégré la Standard Bank Mauritius lors de sa dernière année d'études. Rentré à Madagascar à la fin de son cursus universitaire, il s'est attelé à développer l'activité immobilière du groupe familial fondé en 1979, tout en secondant son père qui en demeure le P-DG, sur les autres activités et principalement la production d'énergie électrique.

- **Le groupe Filatex est diversifié :**
 - **Immobiliers : Constructions résidentielles, commerciales, tertiaires et industrielles**
 - **Energies : ENELEC qui appartient au groupe est le premier producteur privé d'électricité à Madagascar (160 MW de capacité via quatre centrales au fioul lourd). L'entreprise s'est associée à Akuo Energy (France) dans l'énergie solaire, à la firme chinoise Tebian Electric Apparatus (TBEA) pour installer de nouvelles centrales ainsi qu'à Finatech (technologie) du groupe marocain FinanceCom. Depuis 2007, le Groupe Filatex modernise ses équipements de production vers un univers hybride. Il renforce sa part du renouvelable dans son mix énergétique.**

Lalaina ANDRIANTSITOHAINA – CEO, Groupe Andriantsitohaina

• Le groupe Andriantsitohaina affiche un chiffre d'affaires d'environ 15 millions d'euros et compte plus de 400 employés. Il est présent dans l'imprimerie (depuis 55 ans ; Nouvelle Imprimerie des arts graphiques, Niag), les produits chimiques (Prochimad), la banque (Banque malgache de l'océan Indien, BMOI, filiale du groupe BPCE) et la presse (groupe Ultima Media), notamment propriétaire du quotidien Les Nouvelles, Taratra, Bôjy, du site NewsMada et de la radio Alliance 92.



Semir SOUNDARJEE – CEO, Groupe Enac

Né en mars 1965 à Madagascar, Semir effectue des études de gestion en France (Toulouse, Paris) en gestion. Quelques années plus tard, en 1990, il rejoint la société familiale en évoluant dans le domaine du transport et des matériaux de construction.

• Le Groupe ENAC est un groupe familial établi à Madagascar depuis 1972. Le Groupe a été fondé par M. Nourine Soundardjee et est maintenant géré par ses deux fils M. Semir et M. Altaf Soundarjee. Initialement une société d'import/export, maintenant la société est diversifiée dans diverses activités. Le Groupe emploie 2800 personnes et réalise un chiffre d'affaires de 50 M€. ENAC a 47 ans d'existence et est un partenaire reconnu pour les projets d'investissement à Madagascar et dans la région de l'Océan Indien. ENAC est impliqué dans :

- la logistique (transport terrestre/maritime/aérien, chantier naval, consignation navires, transitaire et services remorquage) ainsi que manutention portuaire et acconage aux ports de Tuléar, Mahajanga, Diego Suarez (sociétés ayant plus de 100 ans d'existence) et la gestion de terminal conteneurs.
- menuiseries en aluminium, verre et bois (portes, fenêtres, profilés pour bâtiments)
- hôtellerie propriétaire/opérateur des hôtels à Madagascar et à La Réunion
- import/export
- construction/développement immobilier à Madagascar, à l'île Maurice et à La Réunion (location et vente de terrains et bâtiments industriels)



Ylias Akbaraly – CEO, Sipromad

Homme d'affaires franco-malgache d'origine indienne, Ylias Akbaraly est Chairman et CEO du conglomérat Sipromad qui couvre les secteurs de l'industrie, la technologie, les finances, l'immobilier, le tourisme, l'aviation et les énergies renouvelables. M. Akbaraly est diplômé de l'Université de Berkeley (Californie) où il a obtenu un master en Management et Marketing.

• Créé en 1972, le groupe familial malgache (3ème génération) rassemble aujourd'hui 25 sociétés et dispose de deux filiales à l'étranger (l'une à Maurice, l'autre au Maroc). La société, valorisée entre 700 et 750 millions de dollars, est restée familiale. SIPROMAD déploie son activité en Afrique et dans les îles voisines. En 45 ans, le groupe est devenu le partenaire incontournable de l'Océan Indien. Ses partenariats avec Banque Centrale Populaire, Apple, Turkish Airlines ; ses participations dans Brinks, Orange Money, Tozzi Green et l'acquisition de Thomson Broadcast soulignent sa dimension internationale.

Choose
La Réunion™